

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.10 • NO.4 / DÉCEMBRE 2003

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

### Repères Afghanistan



L'Afghanistan est une république dirigée par le président Hamid Karzaï, à la tête de l'autorité de transition depuis juin 2002.

La Constitution en vigueur a été adoptée en 1964. Elle sera remplacée par une nouvelle charte constitutionnelle avant les élections démocratiques prévues pour l'été 2004.

La capitale est Kaboul. La population, estimée à 22,5 millions d'habitants, est composée de plusieurs groupes ethniques, dont les quatre principaux sont les Pachtounes, les Tadjiks, les Hazaras et les Ouzbecks.

La majorité de la population, soit 99 %, est de confession musulmane, dont 84 % de sunnites et 15 % de chiïtes.

Après plus de 20 ans de guerre, l'Afghanistan est totalement ruiné. La situation est aggravée par la sécheresse qui sévit depuis cinq ans. Le pays vit essentiellement de l'aide économique et humanitaire des Nations unies.

#### Quelques dates :

- **Septembre 1979** : Invasion de l'Afghanistan par l'ex-URSS.
- **Avril 1988** : Début du retrait des troupes soviétiques. Les combats se poursuivent entre les forces gouvernementales et les diverses factions de la résistance.
- **1994** : Création du mouvement fondamentaliste des taliban.
- **Septembre 1996** : Prise de Kaboul par les taliban, et instauration de la charia, la loi islamique.
- **Septembre 1998** : Les taliban s'emparent du dernier secteur qu'ils ne contrôlaient pas dans la province de Bamyan (centre). Ils sont maîtres de 80 % du territoire afghan.
- **Novembre 1999** : Entrée en vigueur de l'embargo aérien et des sanctions financières votés par le Conseil de sécurité de l'ONU.
- **Octobre 2001** : À la suite des attentats du 11 septembre, les forces américaines et britanniques lancent une série de frappes massives contre des installations stratégiques du régime islamique des taliban.
- **Novembre 2001** : Les forces de l'Alliance du Nord, alliée des États-Unis, entrent dans Kaboul. Chute du régime des taliban.
- **Décembre 2001** : Accord de Bonn qui instaure un gouvernement intérimaire dirigé par le leader pachtoune, Hamid Karzaï.
- **Janvier 2002** : Début du déploiement de la Force internationale d'assistance pour la sécurité en Afghanistan, à laquelle 17 pays doivent contribuer.
- **Juin 2002** : Hamid Karzaï est élu par les délégués de la Loya Jirga, assemblée traditionnelle, à la tête de l'autorité de transition qui gouvernera le pays au cours des deux prochaines années.
- **Août 2003** : L'OTAN prend le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan.



PHOTO : © CATHERINE PAPPAS

## Un nouveau visage pour l'Afghanistan

Au début novembre, le gouvernement afghan dévoilait son projet de Constitution qui doit apporter la première pierre à l'édification politique d'un nouvel Afghanistan. Une étape cruciale pour l'avenir du pays, afin de mettre un terme à 23 années de conflits presque perpétuels.

Chez le Dr Safi, conseiller au ministère de la Réhabilitation et du Développement rural, les débats sur le projet de Constitution sont animés. La question de la langue, par exemple, crée des émois. En élevant le dari au rang de langue officielle, aux côtés du pachtou, la majorité qui, jusqu'ici, avait dominé le paysage politique de l'Afghanistan, y voit la perte d'un privilège. Il est clair que le projet constitutionnel ne fera pas consensus.

Avec ses 160 articles et 12 chapitres, ce texte qui fait du pays une république islamique, garantie les droits fondamentaux du citoyen afghan et prévoit l'instauration d'un régime présidentiel fort. Document fondateur, il doit parvenir à contrebalancer les visées fondamentalistes, concilier les perspectives sur l'islam, légitimer les nouvelles institutions politiques et tisser une identité nationale au sein d'un paysage politique fragmenté.

Le processus d'élaboration de ce projet de Constitution, dont la divulgation a été plusieurs fois retardée, a été mené à huit clos, sans véritable consultation publique. Chapeautés par les Nations unies, les travaux sur la Constitution ont débuté à Kaboul, au mois de novembre 2002, avec une commission désignée par le président du pays, Hamid Karzaï. Mais le temps alloué au processus constitutionnel était clairement insuffisant pour recueillir les perspectives de l'ensemble de la population.

Depuis son dévoilement, les groupes de femmes, de même que d'autres membres de la société civile afghane, ont fait entendre leurs critiques et ont proposé leurs propres amendements dans une série de textes revus et corrigés.

#### Un cortège de constitutions

Au XX<sup>e</sup> siècle, l'Afghanistan a vu défiler tout un cortège de constitutions et de lois fondatrices qui ont tenté de souder une nation sur la base de la conciliation. Une compilation réalisée par l'International Crisis Group, organisation internationale basée à Bruxelles, dénombre neuf documents rédigés entre 1923 et 1992. Pourtant, aucune de ces constitutions n'est parvenue à vraiment pénétrer le tissu national. Au fil des guerres et des régimes, chacune des chartes proposées a été écartée par la pression des élites nationales et des puissances internationales. La faible participation de la population afghane au développement et à l'articulation de ces règles constitutionnelles est

souvent citée comme l'un des principaux facteurs de ces échecs successifs.

Tel que mentionné dans un rapport publié par le International Crisis Group au début de l'été, l'élaboration et l'instauration d'une nouvelle constitution doit être le fruit d'une longue réflexion et d'une démarche participative. Sans véritable appropriation par la population, plusieurs observateurs craignent qu'une telle entreprise ne soit appelée, encore une fois, à échouer. Le processus pourrait se révéler dépourvu de toute légitimité.

#### L'islam au cœur des débats

Le rôle de l'islam est, et a toujours été, au cœur de tous les débats constitutionnels. Contrairement à ce qui avait été appréhendé, le document tel que proposé ne semble pas avoir été soumis directement à la manipulation par différentes factions islamistes. Mais le rôle de l'islam y est prééminent. Toute loi est soumise aux principes sacrés de l'islam : « La religion de l'Afghanistan est l'islam sacré », indique le texte. « Aucune loi ne peut être contraire aux principes sacrés de l'islam et aux valeurs de la Constitution. » Au total, le mot « islam » y figure à 60 reprises.

Afrasiab Khattak, ancien président de la Commission indépendante des droits humains du Pakistan, constate la maladresse du texte proposé : « La rédaction du document reflète à la fois un manque d'expérience et un manque d'expertise. Comme pour compenser le vide du paysage législatif afghan, on a voulu y inclure trop de détails. Ce qui, dans l'avenir, risque d'entraîner plusieurs ennuis et de multiplier les possibilités d'interprétation par les intégristes religieux. » Certains passages ouvrent notamment la voie à des atteintes à la liberté d'expression et à la violation des droits des femmes.

Par ailleurs, la charte ne prévoit aucun article pour garantir l'égalité entre hommes et femmes. Pour y pallier, le Gender and Law Working Group, un organisme international mis sur pied afin de veiller sur le processus constitutionnel, a proposé une série d'amendements afin de « garantir les mêmes droits aux femmes et aux hommes tout en éliminant toutes formes de discrimination et de violence faites aux femmes ». Ce groupe, présidé par la ministre des Affaires féminines, Mahbuba Hoquqmal, recommande, entre autres, l'abolition des mariages forcés de même que l'institutionnalisation de l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail.

#### Concentration du pouvoir

Sur le plan politique, le projet constitutionnel prévoit un système présidentiel fort, inspiré du modèle américain. Le président est élu directement au suffrage universel pour un mandat de cinq ans, une seule fois renouvelable, et se voit octroyé presque tous les pouvoirs. Jandad Spinghar, responsable du bureau de la province Nangahar de la Commission afghane indépendante pour les droits humains, s'interroge : « Dans un pays aussi divisé, ce modèle politique risque d'entraîner des dérives. À qui le président devra-t-il se rapporter ? » Commandant en chef de l'armée, il désigne les ministres et les membres de la Cour suprême, nomme les gouverneurs provinciaux ainsi que les principaux responsables de l'armée, de la police, des services de sécurité, de la justice et de l'État. Le président ne peut toutefois dissoudre l'Assemblée nationale. Celle-ci représente le « plus haut organe législatif du pays », qui peut ratifier, modifier ou abroger les lois et les décrets législatifs.

Selon Afrasiab Khattak, cette concentration de pouvoirs entre les mains du président est dangereuse. Un système fédératif aurait su davantage concilier les intérêts de la nation : « Il faudrait plutôt envisager un pluralisme constitutionnel, permettant un meilleur partage des pouvoirs », explique-t-il.

#### Un défi de taille

Dans un pays où les cicatrices de l'histoire ont forgé autant de divisions entre les groupes ethniques et linguistiques, un processus constitutionnel n'est jamais une tâche simple. Est-ce que cette Constitution parviendra à ancrer les droits fondamentaux, les droits citoyens et les droits des femmes ? À forger un consensus dans un pays si profondément divisé ?

Le verdict final sera donné par les quelque 500 délégués qui formeront la Loya Jirga constitutionnelle, en décembre. Cette assemblée traditionnelle, dont près de la moitié est directement nommée par le président, aura le mandat de débattre et de ratifier le texte proposé pour ainsi ouvrir la voie à des élections démocratiques prévues pour l'été 2004.

Catherine Pappas

L'auteure est chargée de projets pour l'Afghanistan à Alternatives.

# Les mouvements sociaux en Inde portent l'espoir



PHOTO: ACCI

Le BJP, parti qui contrôle la coalition au pouvoir à Delhi, est mené par de fins tacticiens. Le premier ministre, Atel Behari Vajpayee, et le ministre de l'Intérieur, Lal Kishan Advani, jouent à la fois séduction et chantage, gouvernance et répression. Au cœur du dispositif, un projet profondément réactionnaire. L'opposition, affaiblie par ses querelles internes, est interpellée par les mouvements sociaux.

Au tournant des années 80, le BJP (Bharatiya Janata Party, ou Parti du peuple indien) a pu profiter du déclin du Congrès national indien, le parti de Gandhi, qui était resté au pouvoir pendant plus de trois décennies. Peu à peu, la droite a réussi à constituer la plus grande force nationale du pays. Aujourd'hui au pouvoir au niveau fédéral (l'Inde est constituée de 28 États, l'équivalent de nos provinces), le BJP a entrepris de liquider l'héritage de Gandhi et de matraquer la gauche. Devant l'éventualité d'une perte de pouvoir, le BJP semble prêt à tout, même à polariser l'opinion contre le Pakistan avec lequel l'Inde entretient une relation conflictuelle depuis 1948. Aujourd'hui, les deux pays disposent d'armes nucléaires et

de missiles. L'embrassement de l'Asie du Sud est « sérieusement » envisagée par le BJP qui compte sur l'appui des États-Unis - Washington serait d'ailleurs en train de laisser tomber son allié traditionnel pakistanais pour faire de l'Inde une sorte de « gendarmerie » de l'Asie du Sud.

Sur le plan interne, la stratégie du BJP est aussi très menaçante. Selon le parti, les 150 millions de musulmans seraient responsables des malheurs de la majorité hindouiste, comme le sont aussi les autres minorités ethniques et religieuses du pays. « Les musulmans indiens sont devenus les juifs du nouveau millénaire », affirme Jawed Naqvi, journaliste à Delhi.

L'an passé, plus d'un millier de musul-

mans ont été massacrés dans l'État du Gujarat. Tous les hauts placés du BJP au gouvernement fédéral, y compris le premier ministre Vajpayee, ont donné leur appui aux événements. L'orchestrateur du massacre, Narendra Modi, aujourd'hui premier ministre du Gujarat, est devenu un modèle pour le BJP, qui se prépare pour une nouvelle élection fédérale en 2004.

Il y a quatre ans, lors de son ascension au pouvoir dans la province du Gujarat, le BJP avait commencé à appliquer l'idéologie fasciste dans tous les aspects de sa gouvernance. Les manuels scolaires ont été modifiés pour inclure des chapitres en hommage à Hitler. Le premier ministre parle ouvertement de nettoyage ethnique des minorités.

## L'impasse politique

Devant les faiblesses de l'opposition, la droite indienne gouverne par défaut. Importante mais minoritaire dans ses bastions du nord et de l'ouest de l'Inde, elle est marginale dans le centre, le sud et l'est du pays. Le Congrès national indien, une sorte de parti-État apparu dès l'indépendance de l'Inde en 1947, est devenu une machine qui a mal vieilli. Selon Siddharth Varadarajan, éditeur du quotidien national *Times of India*, le Congrès national indien a abandonné ses origines réformistes et nationales pour devenir un « petit parti comme les autres ».

Le Parti communiste marxiste (PCM), le plus grand parti de la gauche, est re-tranché dans l'État du Bengale. Il s'est lui aussi transformé en « gestionnaire responsable », suivant les prescriptions du Fonds monétaire international (FMI). Le premier ministre de cet État, Buddhadiya Mukherjee, estime que la réforme agraire et les politiques d'inclusion pour les plus démunis - notamment les dalits ou les sans caste - sont des avenues dépassées. L'avenir, selon lui, passe par les privatisations, la réduction des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et l'essor des multinationales à la recherche de nouveaux marchés. Pour la nouvelle classe d'entrepreneurs, l'Inde doit aussi concurrencer la Chine comme partenaire principal de la mondialisation néolibérale. Ce projet risque de faire quelques gagnants et beaucoup de perdants parmi la population indienne, qui s'élève à un milliard d'individus, notamment parmi les 500 millions de paysans pauvres.

## Des résistances multiples

Devant les assauts de l'extrême droite et la passivité de la gauche traditionnelle, les gens s'organisent. Récemment, une vaste coalition, qui réunit paysans, citadins, écologistes et intellectuels telle l'écrivaine Arundhati Roy, s'est mobilisée pour contrer le projet de barrage de Narmada. Les pressions de ce mouvement ont forcé la Banque mondiale à se retirer de cet immense projet qui provoquerait l'inondation de milliers de villages dans le nord-ouest du pays et risque d'appauvrir les campagnes au profit de quelques secteurs industriels.

Dans le secteur public, une grève nationale organisée au printemps dernier a réussi à immobiliser la machine de l'État. Les syndicats, y compris la plus importante centrale syndicale du pays, se sont mobilisés contre les politiques de privatisation et de compression dans le secteur public.

D'autres organisations populaires, notamment le mouvement des femmes, commencent à questionner

leurs partenaires de la gauche politique qui refusent de monter au créneau. Selon Brinda Karat, secrétaire générale de l'Association des femmes démocratiques de l'Inde, « le temps est venu pour le PCM d'être de nouveau à l'écoute du mouvement social ».

Longtemps isolés du reste du monde, dans l'orbite du nationalisme indien de Gandhi, les mouvements sociaux réalisent l'ampleur des défis actuels. « Conservateurs sur le plan culturel, néolibéraux sur le plan économique, les mouvements de droite jouent sur tous les tableaux et cherchent à créer une nouvelle élite arrogante, autoritaire, pseudo-moderne, mais très "ancienne", si on considère que tout cela a été fait il y a 70 ans par Hitler et Mussolini », affirme Vinod Raina, à la tête d'un important mouvement d'éducation populaire, le Bharat Gyan Vigyan Samiti.

Pour beaucoup de citoyens, la priorité doit être la mise en échec de la montée du fascisme *made in India*. Selon Tapan Bose, un militant qui a participé à la création du Forum indo-pakistanaï pour la paix, « il reste encore un peu de temps pour éviter une guerre sans fin contre le Pakistan ainsi que la purification ethnique et religieuse envisagée par le BJP ».

## Pierre Beaudet avec la collaboration spéciale de Feroz Mehdi

Les auteurs sont respectivement directeur et chargé de projets pour l'Asie du Sud à Alternatives.

## Le Forum social mondial 2004 en Inde

Après trois années de solidarité brésilienne, le Forum social mondial (FSM) se déplacera en janvier prochain à Mumbai, la mégapole indienne de 15 millions d'habitants. Le défi est dantesque, car contrairement à Porto Alegre, les mouvements sociaux du monde entier se réuniront dans un contexte de montée de la droite. Mais selon Marcela Escrivano, qui siège au conseil international du FSM comme représentante d'Alternatives, « c'est justement à cause de ce défi que nous avons décidé de relocaliser le FSM : pour aider le mouvement social en Inde à reprendre l'initiative et pour montrer que nous sommes forts ! » Plus de 100 000 participants et participantes sont attendus à Mumbai, dont une importante délégation du Québec et du Canada. Les personnes et les groupes intéressés peuvent communiquer avec Catherine Binette à Alternatives (catalina@alternatives.ca / (514) 982-6606 poste 2252).

## CONFÉRENCE PUBLIQUE

### De Porto Alegre à Mumbai

#### L'état des mouvements sociaux en Inde

À la veille du quatrième Forum social mondial qui se déroulera à Mumbai, venez en apprendre davantage sur l'Inde, sa conjoncture politique et la dynamique de ses mouvements sociaux.

**Mardi 2 décembre à 19 h**

La conférence sera précédée d'un 6 h @ 7 h indien, à partir de 18 h.

À Alternatives  
3720, avenue du Parc  
2<sup>e</sup> étage.

**Alternatives**  
...pour un monde différent

Information : (514) 982-6606 poste 2252 /

catalina@alternatives.ca



PHOTO: ACCI

## @ En direct de la Géorgie

TBILISSI, AUTOMNE 2003 — Après la course étourdissante sur les routes sinueuses de l'Arménie, notre mashrutka, petit véhicule accueillant une douzaine de passagers, s'arrête à la frontière arméno-géorgienne. Les douaniers scrutent nos passeports minutieusement, à la recherche de la moindre irrégularité. Ici, les pots-de-vin font partie du quotidien. Une fois nos passeports rendus, nous reprenons le chemin à travers les douces collines de la Géorgie. Au coucher du soleil, les lampes à huile s'allument dans les maisons situées à la périphérie de la capitale. Une nouvelle panne d'électricité, nous dit-on. À Tbilissi, les routes sont parsemées de trous béants, et les bâtiments gris qui défilent sous nos yeux rappellent l'époque communiste.

Il y a plus de dix ans déjà, la dissolution de l'ancienne Union soviétique a donné naissance à une quinzaine de nouveaux pays indépendants, incluant les petites républiques du Sud-Caucase : l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Malgré l'optimisme quant à l'adoption de l'économie de marché et la transition démocratique, la situation demeure aujourd'hui inquiétante.

Une crise politique, dorénavant appelée la « révolution de velours », secoue la Géorgie depuis les élections législatives du 2 novembre. Les fraudes importantes constatées lors du scrutin ont ravivé la colère des citoyens, qui en ont ras-le-bol des coupures d'électricité récurrentes, de la pauvreté et de la corruption flagrante. À la suite des manifestations presque quotidiennes, le président Chevardnadze, au pouvoir depuis 1992, a cédé à la pression de la population et de l'opposition qui réclamaient sa démission. Malgré le développement rapide et relativement pacifique des événements, la course à la gouvernance du pays est loin d'être résolue. Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour janvier 2004 et la fragmentation de l'opposition demeure une possibilité.

La morosité économique se traduit par la hausse dramatique du taux de chômage et la chute brutale du niveau de vie. La majorité de la population survit grâce au secteur informel. Dans les rues de la capitale, des petits kiosques ouverts jour et nuit, offrant bonbons, jus et cigarettes à l'unité, se font compétition sur chaque coin de rue. Des personnes âgées, surtout des femmes au regard brisé, sont obligées de quêmer afin de compléter leurs pensions dérisoires.

Toute la région est plongée dans une crise aiguë, accentuée par les conflits territoriaux entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi qu'à l'intérieur même de la Géorgie. Les États-Unis et la Russie, ennemis traditionnels de la défunte guerre froide, exploitent ces conflits et usent de leur influence. Parmi les enjeux, la présence militaire dans la région et le contrôle d'un oléoduc qui devrait relier Bakou, la capitale azérie, au terminal turc de Ceyhan sur la mer méditerranéenne, en passant par la Géorgie.



Les Géorgiens accusaient le président démissionnaire Chevardnadze d'être responsable de la corruption et la pauvreté qui minent l'ancienne république soviétique.

Tel que démontré lors des dernières élections en Azerbaïdjan et en Géorgie, les États-Unis appuient les régimes en place au Sud-Caucase selon une seule condition : la capacité de ces gouvernements à assurer les intérêts américains dans la région, à la fois sur le plan politique et économique. Déterminés à préserver leur mainmise sur les ressources pétrolières en Azerbaïdjan, les États-Unis soutiennent le gouvernement antidémocratique de la famille Aliev depuis plusieurs décennies, malgré les fraudes électorales survenues lors des dernières élections en octobre.

Sous la présidence de Chevardnadze, reconnu pour son penchant pro-américain, la Géorgie a été l'un des principaux bénéficiaires de l'aide financière américaine dans l'espace post-soviétique. Le pays aspirait également à devenir membre de l'OTAN. L'administration américaine vient toutefois d'annoncer sa volonté de travailler avec la présidente intérimaire de la Géorgie, acceptant la défaite de Chevardnadze. L'abandon du président démissionnaire par les États-Unis s'expliquerait en partie par sa récente décision de vendre le réseau énergétique géorgien au monopole russe de l'électricité, GazProm.

Malgré les promesses de l'opposition, la capacité du prochain gouvernement à satisfaire les attentes de la population - création d'emplois, réduction de la pauvreté et élimination de la corruption - est incertaine. En attendant la suite des événements en Géorgie, les paris sont ouverts...

**Csilla Kiss**, collaboration spéciale

L'auteure est agente de projets pour l'Europe de l'Est à Alternatives.

## Erratum

Une erreur s'est glissée dans notre dernier numéro. Dans l'article « Branle-bas de combat dans le secteur de l'éducation au Niger », le salaire des professeurs du niveau primaire est de 300 dollars US par mois, et non pas de 3 000 dollars. Les nouveaux volontaires de l'éducation ne toucheront pas 900 dollars US par mois, mais bien 90 dollars. Toutes nos excuses.

Le comité québécois du Forum social mondial 2004 vous invite à une soirée de financement

**Levée de funk**

**Jeudi 27 novembre à 20 h 30 au Swimming**

3643 St-Laurent à Montréal  
Entrée : 6 \$

Avec les groupes  
Funkstitution et AfroDizz

**Alternatives**  
...pour un monde différent

## CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ

Avec les mouvements de sans-emploi d'Argentine :



Faites un don de solidarité pour appuyer des projets initiés par les Piqueteros dans les quartiers populaires de Buenos Aires

Information : (514) 933-3553  
www.comitechomage.qc.ca

# Lula, un an plus tard

À la fin de l'an passé, deux tiers des Brésiliens portaient au pouvoir un métallurgiste sorti du rang, syndicaliste et fondateur de la grande confédération syndicale, la CUT. Mais un an plus tard, où en est-on ? Luis Inacio Lula da Silva, dit Lula, pourra-t-il « livrer la marchandise » et en finir une fois pour toutes avec l'exclusion sociale ?

Le Brésil est loin d'être un pays pauvre, mais c'est l'une des sociétés où les inégalités sont les plus importantes au monde : 10 % de la population contrôle la moitié des richesses du pays. Concentrée entre les mains d'une petite élite, la propriété foncière empêche des milliers de paysans d'avoir accès à un lopin de terre, les forçant à s'empiler dans les *favelas* (bidonvilles) des grands centres. Le taux de sans-emploi dépasse 20 %. Les hôpitaux sont dans un état de décrépitude avancé et les plus pauvres, sans assurance-maladie privée, écotent. Le système d'éducation exclut les enfants pauvres des bonnes écoles secondaires, leur fermant ainsi la porte de l'université. Le cycle se perpétue, les pauvres restent au bas de l'échelle sociale, de génération en génération. Lula, chef du Parti des travailleurs (PT), a été élu pour faire face à ce problème. C'est sa « mission », en quelque sorte. Mais le combat est difficile et rien n'est acquis d'avance.

## La difficile rupture avec l'ancien système

Durant les 40 dernières années, le Brésil a connu une croissance spectaculaire. Cet immense pays est devenu un chef de file sur le plan industriel et financier. Bien qu'encore loin derrière les pays occidentaux, le Brésil aspire à entrer dans la cour des « grands », tout comme la Chine, par exemple.

Mais ces succès économiques n'ont pas été accompagnés de réformes politiques. Alors que le Québec entamait sa Révolution tranquille, le Brésil connaissait, de 1964 à 1985, un régime militaire. La gouvernance de ce pays est restée archaïque, autoritaire, exclu-

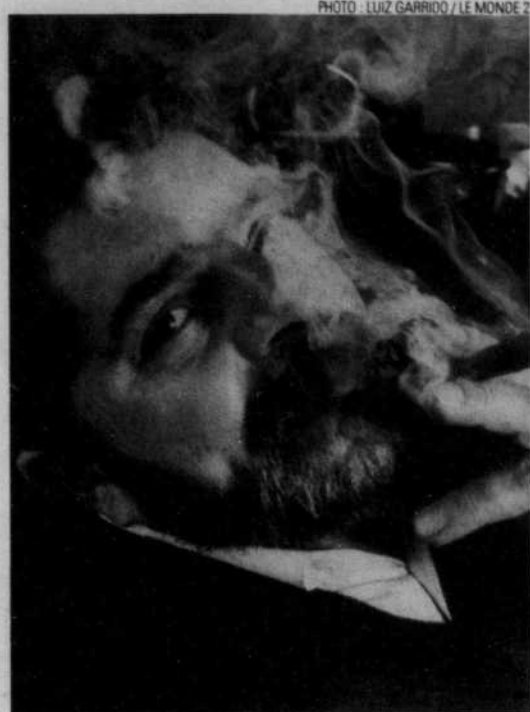


PHOTO : LUZ GARRIDO / LE MONDE 2

du jamais vu dans l'histoire du pays. L'élection de Lula a interrompu ce processus d'appropriation des ressources publiques par le privé, marquant ainsi une rupture avec cette forme de politique traditionnelle.

## Un parfum de désenchantement

Les représentants de différents secteurs de la gauche, tant au Brésil qu'à travers le monde, ont sévèrement critiqué Lula depuis sa prise de pouvoir. Alors que se rapproche l'échéance des élections municipales de 2004, le parti enregistre déjà certaines défections. Plusieurs secteurs populaires, y compris au sein du PT, commencent à trouver le temps long. Le chômage, la pauvreté, l'exclusion continuent

pendant que les grands médias affirment ironiquement que rien n'a changé sous la gouverne du PT.

Les gens voient parfois mal comment un processus réformiste, lent, basé sur la concertation et de vastes alliances, peut effectivement arriver à de profonds changements. La réalité est faite de batailles sourdes, de guerres de positions, de coalitions complexes, où l'idée est de construire un gouvernement populaire pas à pas, par le processus électoral qui inclut de vastes secteurs de la société brésilienne, pas seulement la gauche.

L'enjeu n'est pas seulement la mise en place d'un programme de réformes pour mettre fin au néolibéralisme, mais l'invention d'une nouvelle culture politique qui, dans une large mesure, rompt avec les paradigmes de la gauche traditionnelle. Au cœur de ce projet, l'impulsion démocratique : la démocratie pas seulement comme moyen, mais comme fin en soi, fondement essentiel pour construire un pays basé sur la justice sociale.

Les politiques mises en place par Lula sont construites sur cette hypothèse. C'est la participation populaire qui mettra fin au blocage du pouvoir. C'est la mobilisation des gens qui permettra d'enrayer la famine, dans le cadre du programme Faim zéro. Ce sont les paysans qui impulseront une réforme agraire « par le bas », alors que le gouvernement brésilien vient d'annoncer la remise de terres pour 400 000 familles d'ici 2006. Ce sont les citoyens et les citoyennes qui exigeront, y compris du gouvernement de Lula, plus de transparence et d'autonomie. Ce sont les mouvements sociaux qui feront en sorte de ne pas devenir de simples courroies de transmission du pouvoir, même lorsque celui-ci est dirigé par la gauche.

Toutes ces idées ont mijoté dans la société brésilienne et ont été exposées au grand jour, lors du Forum social mondial, qui a pris naissance à Porto Alegre en 2001. Un vent de fraîcheur a balayé le monde, démontrant la vitalité des nouveaux acteurs sociaux et leur potentiel à porter un projet alternatif.

## Renato Martins et Pierre Beaudet

Les auteurs sont respectivement sociologue brésilien et directeur d'Alternatives.

## Le Brésil et la ZLÉA

Lors des négociations qui se déroulaient la semaine dernière à Miami, le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) a été, à toutes fins pratiques, mis sur la glace. L'idée d'imposer l'ALÉNA (accord économique en place depuis 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) à tout le continent n'a pas pas. Le fameux chapitre 11 de l'ALÉNA, qui donne le droit aux investisseurs de contester toute législation contraire à leurs intérêts, est perçu en Amérique du Sud comme une manière polie de recoloniser le continent.

Au Brésil, depuis l'élection de Lula, des discussions ont eu lieu avec plusieurs pays, dont l'Argentine et le Venezuela, afin de faire échec au projet de la ZLÉA. Mais plutôt que de s'y opposer totalement, la stratégie du président Lula a été, lors des dernières négociations, de faire la promotion d'un accord à la baisse. Une ZLÉA « light », comme on dit au Brésil. Et la démarche a porté fruit : les grandes ambitions du début ont été écartées, et les négociations sur l'intégration des économies, remises à plus tard.

Les hommes d'affaires réunis à Miami se sont fortement opposés à la position du Brésil. D'autres pays, comme le Canada et le Mexique, y ont aussi réagi, de peur de voir les États-Unis naviguer seuls en imposant un peu partout sur le continent des accords bilatéraux, comme c'est déjà le cas avec plusieurs pays. Plusieurs médias ont donné l'impression que Lula s'était fait l'allié des États-Unis dans ce dossier, alors que la réalité est tout autre. La position brésilienne consiste avant tout à ralentir, voire bloquer, la machine américaine.

# Au pays du prophète, des princes, du pétrole et de ben Laden

Dans la nuit du 8 au 9 novembre, un attentat suicide fait 17 morts parmi une population arabe, non occidentale, dans les rues de Ryad en Arabie saoudite. En plein mois du ramadan, alors que 2,5 millions de pèlerins déferlent sur la ville sainte du royaume, La Mecque. L'État qui est sans doute le plus obscurantiste de la planète, mais toujours fidèle allié des États-Unis, est pour la première fois touché par le terrorisme islamiste qu'il a lui-même enfanté.

Portrait d'un royaume « difficilement classable » par Gilbert Achcar, spécialiste du monde arabe, qui a accepté de répondre à nos questions depuis Berlin.

— L'Arabie saoudite est un pays peu connu. Pouvez-vous en dresser un portrait ? Comment le décririez-vous personnellement ?

— La réponse n'est pas évidente, c'est un État de type très particulier, difficilement classable. Comparativement aux autres États du monde, il s'agit du moins démocratique, du plus obscurantiste et du plus oppresseur vis-à-vis des femmes. L'Arabie saoudite est régie par une famille royale, un clan, une tribu de quelques milliers de personnes qui gouvernent le pays et en exploitent les rentes pétrolières. Cela en association avec l'organisation religieuse waabite, qui est en fait une secte ultra puritaine, ultra rigoriste, faisant l'interprétation la plus rétrograde de l'islam.

— Quels sont les liens traditionnels entre l'Arabie saoudite et les États-Unis ?

— L'Arabie saoudite est le seul État du monde qui est nommé d'après une dynastie, depuis sa création, dans les années 1930. Dès le départ, l'Arabie saoudite a noué des liens privilégiés avec les États-Unis, lancés un peu tard dans l'exploitation de l'industrie pétrolière, par comparaison avec l'Angleterre et la France. Ces liens n'ont fait que se confirmer après la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'économie du pétrole connaît un bon qualificatif au cours de cette période. À partir des années 50 et 60, les États-Unis deviennent les protecteurs du royaume et contrôlent, de fait, tout ce qui s'y passe. Ils voient alors d'un bon œil l'institution waabite qui est de nature à protéger le royaume contre les idéologies progressistes de la région.

— Justement, quelle a été, à partir du 11 septembre 2001, l'attitude du pouvoir politique saoudien vis-à-vis du religieux, et tout particulièrement des mouvances intégristes ?

— Le pouvoir saoudien s'est toujours appuyé sur cette association avec l'institution waabite et a même encouragé les mouvements intégristes, notamment l'organisation des Frères musulmans, née



PHOTO : AU MAROK / GÉO

Pour désaltérer les pèlerins en route vers La Mecque, l'État saoudien fait distribuer des millions de litres d'eau fraîche, qui servent aussi aux ablutions.

en Égypte. La première coupure a eu lieu bien avant le 11 septembre, soit lors de la révolution iranienne en 1979. Il y a eu au niveau des États-Unis une prise de conscience : cette idéologie religieuse pouvait être utilisée contre eux. Le deuxième événement qui a provoqué une coupure a été la Guerre du Golfe, en 1991. Si traditionnellement les chiites ont toujours été perçus comme les plus contestataires des États-Unis, cette fois, les sunnites ont aussi massivement manifesté leur opposition à la guerre. Ce qui a amené Washington à envisager de faire le tri parmi ses alliés.

Enfin, la particularité du 11 septembre, c'est que les attentats ont été le fait de musulmans qui, en Afghanistan, étaient des alliés

des Américains. Ce qui a déclenché une sonnette d'alarme à Washington qui, à son tour, a exercé une pression sur le pouvoir saoudien.

À partir de là, le royaume s'est trouvé dans une position embarrassante, puisque depuis sa naissance, il a laissé à l'institution religieuse waabite les domaines de l'éducation, du religieux et de tout ce qui concerne les mœurs. Difficile de changer d'attitude.

Tout de même, depuis le 11 septembre, la famille régnante est plus vigilante vis-à-vis du religieux et pourchasse assez durement tout ce qui s'apparente à al-Qaïda. Il y a beaucoup d'exécutions sommaires. On est à des années lumières du respect des droits de l'homme.

L'impact de ben Laden, un enfant du royaume, demeure énorme, car il capitalise tout le mécontentement de la population vis-à-vis du clan au pouvoir, qui mène un train de vie gigantesque. C'est ce qui explique aussi pourquoi il y a une telle haine envers les États-Unis. La population ne fait pas la distinction entre l'État et ses protecteurs. Et pour elle, les États-Unis, en plus d'être les sponsors d'Israël sont aussi les sponsors des régimes arabes corrompus de la région.

— Enfin, en quoi les attentats au début du mois de novembre changent-ils la donne pour la région ?

— Les attentats ne changent pas la donne du côté saoudien. D'une part, la base sociale sur laquelle repose le pouvoir reste extrêmement fragile, et d'autre part, les États-Unis sont en train de s'enliser dans un véritable bourbier. À Washington, ils se sont faits prendre à leur propre discours, croyant vraiment ce qu'ils disaient, c'est-à-dire qu'ils étaient réellement capables de rétablir la paix et de gouverner l'Irak. Le résultat, c'est qu'on assiste maintenant au problème de politique extérieure le plus grave depuis le Vietnam, même si ce n'est pas exactement la même chose.

Malheureusement, rien n'incite à l'optimisme pour cette région du monde. La situation est hautement explosive, en raison de la faillite des alternatives progressistes et de la répression exercée par les États-Unis et ses alliés. La seule force capable de capitaliser le mécontentement est du côté des intégristes. C'est une véritable poudrière.

En fait, la question de fond concerne les États-Unis qui sont confrontés à un terrible dilemme : se retirer ou rester. S'ils se retirent de l'Irak, ils limitent les dégâts, mais alors perdent énormément en crédibilité. Je suis incapable de faire des prédictions...

Propos recueillis par France-Isabelle Langlois

## La Turquie, visée en plein cœur

Fin de Ramadan ensanglantée à Istanbul. Happée à son tour par le « terrorisme international », la Turquie cherche dans les décombres des édifices une piste pouvant mener aux véritables auteurs des attentats des 15 et 20 novembre.

Selon la version officielle vite adoptée à Londres, où la rencontre Bush-Blair fut assombrie par la déflagration du consulat britannique, tout mènerait à la nébuleuse al-Qaïda. Ce portrait, toutefois, pourrait être en partie factice. La cible principale des agresseurs n'était vraisemblablement ni la communauté juive, ni la Grande-Bretagne, mais le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Quelques semaines avant les attentats, la Turquie connaissait une montée de la violence verbale et symbolique. Le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, a déclaré qu'aucune femme portant le hidjab ne serait admise à la réception officielle célébrant le 80<sup>e</sup> anniversaire du pays. Même le premier ministre y est allé sans son épouse. Début novembre, une femme portant le voile a été refusée par le juge du procès auquel elle était la défenderesse, pour motif de lèse-laïcité. Le chroniqueur turc, Ali Bulaç, y décela des similitudes avec les

événements qui ont précédé le coup d'État militaire de 1997. Le premier ministre Necmettin Erbakan avait été renversé au profit d'un gouvernement de pacotille, voué à la sauvegarde de l'alliance entre la Turquie, les États-Unis et Israël.

À en croire le politologue Akif Emre, rejoint à Istanbul, Erdogan serait contraint de resserrer les liens avec ces deux partenaires, désormais massivement rejetés par la population. Son gouvernement serait obligé de renforcer le dispositif de sécurité et de surveillance, au prix de l'abandon des espoirs de démocratisation et d'ouverture qui l'ont porté au pouvoir. Une mesure qui fera le bonheur de l'« État profond » — forces armées, grands médias et bureaucratie — qui gouverne la Turquie. Washington et Jérusalem n'en seront que ravis.

Après l'invasion de l'Irak, à laquelle la Turquie a refusé de participer, Paul Wolfowitz, l'architecte de la stratégie américaine au Moyen-Orient, avait incité les militaires turcs à « assumer leurs responsabilités ». C'est ce qu'ils seraient en train de faire.

Fred A. Reed

L'auteur est journaliste et spécialiste du Moyen-Orient.

## LES FEMMES ET LA PAIX

Cette année, l'agenda traite des efforts solidaires des femmes en vue d'instaurer la paix dans les pays qui sont aux prises avec la violence ou qui vivent des conflits armés. Des textes sur l'Afghanistan, l'Algérie, l'Argentine, le Congo, Haïti, l'Irak, le Liban, la Palestine, le Québec, le Rwanda, et un hommage à la photographe-journaliste Zahra Kazemi.

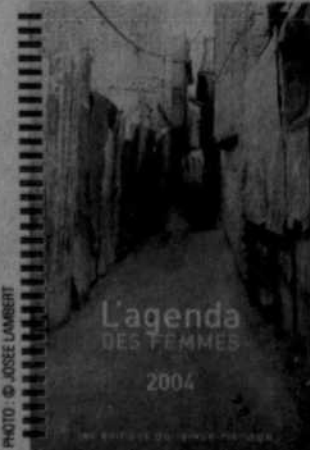


PHOTO : JOSÉE LAMBERT

Pour en savoir plus et ne pas oublier, au quotidien...

Textes inédits, photographies, reliure spirale, bottin de ressources et « la semaine en un coup d'œil » — 12,95 \$

En vente chez votre libraire

les éditions du remue-ménage



## Billet

## S'engager ailleurs plutôt qu'ici

Je suis fasciné par notre capacité de changer le monde. Québec, Seattle, Gènes : autant d'étapes victorieuses pour ceux qui refusent la mondialisation du capital. Depuis, dans les grands forums mondiaux, on prend en compte les opinions des altermondialistes.



Gil Courtemanche

Nous parvenons sur les problèmes planétaires à créer de grands rassemblements, de grandes coalitions fondées sur des valeurs communes : la paix, la justice, l'égalité. Nous nous sommes opposés par centaines de milliers à la guerre en Irak, nous avons fait reculer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous nous sommes mobilisés pour l'application du protocole de Kyoto, dans nos temps perdus, nous militons pour la sauvegarde des baleines. Nous sommes capables de détecter toutes les menaces globales et manifestons avec raison contre toutes les atteintes à la liberté en Algérie. Les journalistes emprisonnés (sauf à Cuba) nous interpellent, la pollution sur les plages de France nous scandalise, nous sommes à l'écoute du monde et nous prenons position. C'est bien.

Ici, chez nous, le gouvernement se prend pour le Fond monétaire international ou la Banque mondiale. Nous, ce sont les grands meurtres planétaires qui nous mobilisent. Donnez-moi une autre guerre américaine pour qu'on manifeste. Ici, on sacrifie les assistés sociaux sur le bûcher de l'équilibre budgétaire. Ici, on cherche un moyen de donner aux banlieues riches une façon de ne pas payer pour les coûts de la grande ville. Ici, on s'attaque à la sécurité d'emploi que les syndicats ont gagnée de hautes luttés. Ici, on pénalise les pauvres en augmentant les tarifs des garderies ou du transport en commun. Ici, on charcute dans les capacités de l'État d'orienter le développement économique. Ici, on abandonne la lutte contre la pauvreté, on coupe dans les budgets alloués aux bibliothèques scolaires. Ici, le gouvernement fait exactement ce que nous combattons quand cela menace la planète.

Alors reprenons pour ceux qui ne comprennent pas. Le gouvernement Charest, c'est l'OMC et la ZLÉA. Les mêmes principes, les mêmes tactiques, la même philosophie, la même bêtise commerciale et économiste. Mais ici, parce que c'est ici et que ce n'est pas le monde, nous sommes incapables de réagir comme nous l'avons fait contre la ZLÉA ou contre la guerre en Irak. Nous préférons nous battre collectivement contre les meurtres énormes qui se commettent à l'étranger que contre les petits meurtres qui se commettent ici, quotidiennement.

Après tant de succès à l'échelle planétaire, la société civile serait-elle incapable de remporter des victoires dans sa propre société ? Il semble bien que oui. Les combats d'ailleurs sont plus passionnants que les combats d'ici. Pourquoi ? Ils ne sont pas exigeants. Ils ne nous engagent pas dans notre environnement immédiat. Nous voulons changer le monde... pas le nôtre. Ce serait trop compliqué.

P.S. Je viens d'apprendre qu'à l'initiative de la CSN, les groupes sociaux, dont Alternatives, s'organisent pour descendre samedi, 29 novembre, sur Québec. Question de manifester contre la démolition de l'État que nous propose Charest et son équipe. C'est un début. Espérons que la population manifesterait massivement et que ça ne s'arrêterait pas là.

L'auteur est écrivain et chroniqueur pour Le Devoir.

## En d'autres mots

## « Reconstruire » en toute illégalité

Jusqu'à maintenant, les débats au sein du mouvement contre l'occupation en Irak peuvent se résumer ainsi : doit-on exiger le retrait complet des troupes ou le contrôle de l'Irak par les Nations unies ?

Mais ce débat laisse de côté un fait important. Même si tous les soldats se retiraient du Golf persique et qu'un gouvernement souverain prenait le pouvoir, l'Irak serait toujours occupé : par les lois écrites dans l'intérêt d'un autre pays, par les compagnies étrangères qui contrôlent ses services essentiels, par les mises à pied dans le secteur public de 70 % de la population.

Le mouvement pour l'autodétermination de l'Irak doit se mobiliser pour mettre un terme non seulement à l'occupation militaire, mais aussi à la colonisation économique. Ce qui signifie renverser les réformes que l'administrateur civil américain Paul Bremer a frauduleusement mises en place sous le couvert de la « reconstruction ».

Comment accomplir un tel objectif ? En démontrant que ces réformes sont illégales. La Convention de La Haye de 1907 mentionne que les forces occupantes doivent respecter les lois en vigueur dans le pays occupé. Le Conseil de gouvernement transitoire a outrageusement failli à cette règle, puisque la Constitution irakienne interdit la privatisation des structures étatiques et le contrôle des firmes irakiennes par des intérêts étrangers. Même la Loi sur la guerre au sol (Law on Land Warfare) de l'armée américaine stipule que l'occupant n'a pas le droit de vendre ou de faire un usage inconditionnel de la propriété non militaire. La règle est claire : bombarder un pays ne donne pas le droit de le vendre.

Pourtant, le 19 septembre, Bremer entérinait une réforme de l'économie irakienne qui ouvre la porte à la privatisation de 200 compagnies d'État et autorise les multinationales étrangères à être entièrement propriétaires des banques, des mines et des industries irakiennes, tout en déplaçant les profits générés à l'extérieur du pays.

Que les États-Unis et la Grande-Bretagne soient reconnus comme « autorités d'occupation » par le Conseil de sécurité ne leur fournit pas de couverture légale. En vertu de la résolution votée par les Nations unies en mai, les occupants sont tenus de respecter les lois internationales qui incluent la Convention de La Haye de 1907 et la Convention de Genève de 1949.

Selon un nombre croissant d'experts en droit international, si le prochain gouvernement irakien décide qu'il refuse d'être une filiale des compagnies américaines Betchel et Halliburton, il aura de solides assises légales pour renationaliser les entreprises qui ont été privatisées. Juliet Blanch, de la firme de droit international Norton Rose, affirme que les réformes de Bremer sont en contradiction avec la Constitution irakienne, donc illégales en vertu de la loi internationale. Selon Blanch, un gouvernement irakien souverain disposerait donc d'un argument sérieux pour la renationalisation des entreprises sans compensation.

La seule façon d'éviter une telle situation pour l'administration américaine est donc de s'assurer que le prochain gouvernement irakien soit tout sauf souverain. Qu'il soit assez docile pour ratifier les lois illégales du Conseil de gouvernement transitoire. Si cette possibilité se concrétise, il sera trop tard : les contrats seront validés et l'occupation de l'Irak, permanente.

C'est pourquoi le mouvement antiguerre doit exiger que le prochain gouvernement soit libéré des chaînes de cette réforme. Il est trop tard pour arrêter la guerre, mais il n'est pas trop tard pour refuser aux envahisseurs américains la myriade de trophées économiques pour lesquels ils sont allés en guerre.

L'auteure est journaliste et a rédigé plusieurs ouvrages, dont No Logo.

La version originale anglaise de cet article a été publiée dans le magazine The Nation.



## Modernisation ou saccage de l'État ?

Le Parti libéral du Québec passe à l'offensive. Six mois après son élection, le premier ministre Jean Charest nous propose une révision complète du rôle de l'État. Avec le dépôt en rafale de plusieurs projets de loi, les libéraux ouvrent la porte à la déréglementation, la sous-traitance et la privatisation. Cette « réingénierie », que certains surnomment « modernisation », ne vise rien de moins que le démantèlement de l'État québécois.

La formule Charest est classique. Elle est pratiquée partout au Canada depuis une bonne dizaine d'années. Depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-échange, les politiciens de tout acabit achètent l'idée du néolibéralisme comme modèle de développement économique et social.

Les consultants privés embauchés par l'équipe libérale, carburant au libéralisme classique, défendent bec et ongles leur projet de partenariats privé-public. Le prétexte : une meilleure efficacité des services. Cette chimère, portée aussi par l'Institut économique de Montréal et le Conseil du patronat, nous entraîne tout droit vers un affrontement avec le gouvernement libéral.

## Une refonte de l'État à saveur budgétaire

À peine sortis du déficit zéro, le PLQ nous replonge dans une révision complète des services publics. Brandissant le spectre du déficit et de la dette, le chef libéral donne le mandat à ses ministres d'envisager des partenariats avec le privé.

Une révision significative des crédits a donné le ton à une réduction importante des budgets. Le travail de sappe de l'ex-vérificateur général concluait à un déficit de 3,5 milliards de dollars pour l'année financière en cours et de 3 milliards pour l'an prochain. Rappelons que sous la férule de Lucien Bouchard, un autre conservateur, Québec a imposé des compressions de l'ordre de 4,2 milliards sur trois ans avec les résultats désastreux que nous avons connus. Rappelons qu'à Montréal, neuf hôpitaux de courte durée ont fermé leurs portes. Selon l'Institut Fraser, depuis 1992, le nombre d'emplois dans la fonction publique est passé de 21,8 % de l'emploi total au Québec à 16,9 %, nous classant ainsi juste derrière l'Alberta et l'Ontario.

Avec les baisses d'impôt de cinq milliards et leurs conséquences sur les programmes et les services, les libéraux s'approprient à doubler la mise du Parti québécois. La facture est salée. Augmentation de cinq à sept

dollars pour les places en garderie et développement du secteur privé ; compressions dans l'aide sociale et *workfare* pour les plus démunis ; réduction des budgets alloués au développement régional et disparition des instances de participation locale ; compressions massives en éducation, réforme de l'aide financière et menace de dégel des frais de scolarité universitaire ; privatisation et tarification de l'eau ; enfin décentralisation de la négociation dans le secteur de la santé et fusions massives des établissements. Bref, au nom de l'équilibre budgétaire, les libéraux nous entraînent tout droit vers un important déficit social.

## Une attaque en règle contre les travailleurs

Lorsque le premier ministre s'est adressé aux gens d'affaires de la région de New York au début octobre, il leur a promis des conditions avantageuses pour leurs investissements. Jean Charest annonçait du même souffle son intention de défier le monde du travail.

Avec un taux de syndicalisation dépassant les 40 %, le Québec se classe premier dans les Amériques. Dans un contexte d'intégration continentale, il est clair que la question syndicale demeure onéreuse pour les chantiers du libéralisme. Déjà, les libéraux ont déposé deux projets de loi visant à interdire la syndicalisation des ressources intermédiaires en santé et dans les services de garde en milieu familial. Niant le droit à la libre association, on vise à maintenir un bassin de main-d'œuvre bon marché, composé majoritairement de femmes.

Le gouvernement Charest veut aussi revoir les dispositions prévues au Code du travail pour faciliter le recours aux sous-contractants. Tant dans le secteur public que dans le secteur privé, les employeurs réclament depuis belle lurette des assouplissements législatifs afin d'utiliser davantage la sous-traitance. Que ce soit pour faciliter la privatisation des services de buanderie dans les

hôpitaux ou encore réduire les coûts de production chez Bombardier, par exemple, le transfert vers un sous-traitant représente le moyen par excellence de réduire les coûts, encourageant ainsi le développement et l'utilisation du *cheap labor*.

Avec le dépôt du projet de loi 31, on vient d'exaucer les vœux des patrons ! Déjà émoussé sous la gouverne du PQ, l'article 45 du Code du travail fait maintenant l'objet d'une révision à la baisse. Quand on sait que près de la moitié des conventions collectives ne comportent aucune clause de protection contre la sous-traitance, c'est rien de moins qu'une guerre ouverte au travail syndiqué que vient de déclarer le Parti libéral.

## Rupture ou continuité ?

Cette volonté de se démarquer du gouvernement précédent amène les libéraux à pousser encore plus loin la logique du désengagement de l'État. Les libéraux n'y vont pas avec le dos de la cuillère, mais ils n'inventent rien. Les sommets socio-économiques de Lucien Bouchard avaient déjà proposé une réduction du rôle de l'État. Le modèle proposé s'inspire fidèlement des politiques conservatrices de la droite canadienne.

En imposant la « modernisation » de l'État québécois, Jean Charest nous invite à descendre dans la rue et à décrier haut et fort le saccage proposé par l'équipe libérale. Il s'agit d'une bataille d'opinion publique, en raison des enjeux pour la société québécoise, mais également d'une bataille de terrain qu'il faudra engager. La réponse des mouvements sociaux doit être politique, s'appuyant sur nos alternatives, et ouverte sur l'important combat contre la globalisation marchande de nos sociétés.

## Jacques Létourneau, collaboration spéciale

L'auteur est secrétaire général du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN).

alternatives  
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 copies. Ce numéro du journal Alternatives est distribué de façon indépendante et publié dans l'édition du 26 novembre 2003 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION : Daphnée Dion-Viens — RÉDACTION ET TRADUCTION : France-Isabelle Langlois et Daphnée

Dion-Viens — COMITÉ DE RÉDACTION : Catherine Binette, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas et Fred A. Reed — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan et Réjane Béreaneck — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

## ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet — DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois  
Montréal — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122  
Québec — 268, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000  
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

# À qui profitent les semences transgéniques ?

Une récente étude du gouvernement britannique démontre que l'utilisation de semences génétiquement modifiées (GM) engendre une sérieuse dégradation de la biodiversité. Un peu partout au Canada, des scientifiques, agriculteurs et groupes écologiques reprochent au gouvernement fédéral d'approuver leur utilisation, alors qu'aucune étude sérieuse n'a été menée sur les conséquences d'une telle pratique pour l'environnement.



Au Canada, plus du tiers des plants de maïs cultivés sont génétiquement modifiés.

Selon le *New Scientist Journal*, les résultats de « la plus grande enquête jamais réalisée sur les cultures GM démontrent que deux des trois cultures étudiées ont un impact beaucoup plus négatif sur la faune des champs que les cultures traditionnelles ». Ces semences sont modifiées génétiquement pour résister à un type de pesticide en particulier (développé par la même compagnie qui produit la semence). L'étude britannique démontre que l'utilisation croissante des produits chimiques, associés aux cultures transgéniques, cause de sérieux dommages aux écosystèmes. On observe, entre autres, une diminution de la diversité des espèces locales, importantes pour la pollinisation des plantes et la fertilité du sol. C'est le cas des abeilles et des papillons, par exemple.

Alors qu'elles sont interdites à des fins commerciales en Grande-Bretagne, les cultures transgéniques sont autorisées au Canada. C'est l'Agence canadienne d'inspection

des aliments (ACIA) qui est responsable d'encadrer leur utilisation. Selon la réglementation en vigueur, les risques potentiels sur l'environnement doivent être évalués avant de permettre l'autorisation de nouvelles semences. Interrogé sur les impacts de l'étude britannique sur les mécanismes, d'approbation des OGM au Canada, Bart Bilmer, porte-parole pour l'ACIA, répond d'un même souffle qu'à l'Agence canadienne, ce type d'études n'est pas réalisé, mais que néanmoins, les conclusions de l'étude britannique ne sont pas nouvelles pour eux.

Au Canada, peu d'études sont donc requises avant l'approbation des semences transgéniques. C'est d'ailleurs l'un des principaux enjeux du débat actuel. Ann Clark, professeure au département d'Agriculture de l'Université de Guelph en Ontario, explique que « toutes les données sur les semences transgéniques proviennent de leur propriétaire [...]. Aucune validation ou expérimentation n'est menée

par le gouvernement canadien. » Ces tests sont laissés généralement à la discrétion du propriétaire, précise la professeure, qui ajoute que « les préalables sont si élémentaires [...] qu'aucune requête concernant l'utilisation de semences transgéniques n'a été rejetée au Canada. » Présentement, 60 % du canola produit au Canada provient de semences génétiquement modifiées.

De plus, Agriculture Canada subventionne, avec la multinationale Monsanto, le développement d'une semence de blé transgénique. Cette dernière est sur le point d'être approuvée même s'il a été démontré qu'elle encourage le développement d'une espèce particulière de champignon, nocif pour l'environnement.

**Conflit d'intérêts**  
Le faible protocole gouvernemental entourant l'approbation des semences s'explique, selon plusieurs groupes opposés à cette pratique, par un conflit d'intérêts évident. Ottawa n'est pas seulement responsable de la régle-

mentation des semences, mais joue aussi un rôle important dans leur développement. Depuis 1999, le gouvernement fédéral a dépensé 10 millions de dollars en campagnes d'éducation publique, pour faire la promotion des bénéfices économiques engendrés par ces cultures.

Pour sa part, Bradford Duplisea, chercheur indépendant basé à Ottawa, étudie le lien entre les réglementations gouvernementales et le financement des cultures transgéniques. Pour lui, le lien, entre les mesures d'encadrement trop souples et les efforts pour développer et promouvoir les semences transgéniques, est clair. « La promotion et la réglementation de l'industrie doivent être assurées par deux entités indépendantes [...], insiste-t-il. La réglementation doit être faite dans l'intérêt du public, et non dans l'intérêt de ceux que l'on réglemente. »

Selon les grandes compagnies de production et de distribution de cultures GM (telles que Monsanto, Syngenta et Aventis), l'utilisation de leurs se-

mences augmente considérablement le rendement et le profit des fermes tout en limitant l'épandage de pesticides à un unique produit. Mais puisque ces cultures résistent à un seul type de pesticide, la résistance des mauvaises herbes envers ce produit chimique augmente. Les agriculteurs sont donc obligés d'utiliser une plus grande quantité d'herbicide, puisqu'ils ne peuvent plus avoir recours à une combinaison de produits.

Selon l'Union des producteurs agricoles de Saskatchewan, plusieurs agriculteurs remettent en question les bénéfices économiques des semences GM. Si entre 1974 et 2000 le revenu brut des fermes a triplé, leur revenu net a quant à lui chuté, principalement en raison de l'augmentation des dépenses en engrais, pesticides et semences *high tech*, tous achetés auprès des mêmes compagnies.

## Sortez vos étiquettes

Enfin, l'étiquetage de produits contenant des OGM est souvent présenté comme une façon pour les consommateurs de supporter les agriculteurs qui n'utilisent pas de semences GM. Et selon les sondages, près de 95 % des Canadiens appuient cette pratique. Pourtant, Ottawa continue de bloquer plusieurs démarches allant en ce sens. Lors de la dernière campagne électorale au Québec, Jean Charest a pour sa part promis de rendre obligatoire l'étiquetage des OGM, mais nombreux sont ceux qui craignent de voir cette promesse reléguée aux oubliettes.

« *Lorsqu'on constate le peu de volonté de la part de nos gouvernements, tant à Québec qu'à Ottawa, de faire face à ce problème, on se demande pour quels intérêts ils agissent ?* », s'inquiète Bradford Duplisea. Mais pour le chercheur, cette fois, cette nouvelle preuve scientifique confirmant l'impact négatif des semences transgéniques sur la biodiversité des écosystèmes sera difficile à ignorer.

Alex Hill

L'auteur est chargé de projets en environnement à Alternatives.

## À la croisée des chemins

Un an après sa création, le mouvement D'abord solidaires arrive à un point tournant de son existence.

Du 28 au 30 novembre, ses membres se rassembleront à Montréal pour décider de l'avenir du collectif.

Entre la création d'un nouveau parti politique, le maintien du réseau ou la voie libertaire, les débats sont ouverts.

Automne 2002. Alors que des élections provinciales sont pressenties pour le printemps suivant et que l'ADQ gagne du terrain dans les sondages, un réseau est créé pour contrer la montée des idées de la droite au Québec. Plus de 1 200 membres adhèrent sur une base individuelle à D'abord solidaires, un mouvement qui fait de l'éducation populaire et de la recherche du bien commun sa mission. Une trentaine de collectifs voient le jour un peu partout à travers la province. En vue des élections, les membres analysent les plates-formes électorales des différents partis politiques et multiplient les interventions.

Après le scrutin d'avril, le réseau a fait le bilan de son action politique et s'interroge maintenant sur son avenir et son mandat. Trois options seront débattues lors du grand rassemblement qui se déroulera du 28 au 30 novembre.

### Une action politique partisane

Pour Françoise David, l'une des porte-parole de D'abord solidaires, le temps est venu de créer un parti politique qui représente une véritable alternative de gauche, féministe, écologiste, antiraciste et altermondialiste. Une réflexion qui a mûri depuis qu'elle a quitté la présidence de la Fédération des femmes du Québec, il y a deux ans. « *La conjoncture politique actuelle a été un facteur de plus* » qui l'a mené dans cette direction, explique-t-elle. La création d'une nouvelle option politique aux prochaines élections serait donc « *une façon de brasser la cage, d'occuper un espace médiatique et public que l'on peut difficilement laisser de côté* ».

Si l'option partisane se fait rassembleuse, les prochains mois seront donc occupés à clarifier et à construire la vision de ce que pourrait être ce nouveau parti. Mais il faudra avant tout, insiste Mme David, entamer le dialogue. Elle salue les efforts des partisans de l'Union des forces progressistes (UFP) pour tenter un rassemblement de la gauche, mais se questionne sur leur vision économique, politique et sociale. Des discussions devraient avoir lieu pour explorer un éventuel terrain d'entente. Elle souligne aussi l'importance d'être à l'écoute des préoccupations des Québécois : « *On n'opposera pas les vérités immuables de la droite aux vérités immuables de la gauche. Il faut entrer en dialogue avec la population et ensuite proposer des alternatives.* »

### Le maintien du mouvement

Sans être en désaccord avec l'option partisane, Lorraine Guay, membre du collectif initiateur de D'abord solidaires, défend le maintien et le développement du réseau citoyen. « *Le rapport au politique doit être pluriel, affirme-*

*t-elle. Il ne faut pas se limiter qu'aux instances et aux partis politiques. Un parti de gauche va de pair avec un mouvement social fort et articulé.* » Les défenseurs de cette option entendent poursuivre le travail d'éducation et de mobilisation entrepris depuis un an afin de continuer à « *faire de la politique autrement* ».

Interrogée sur la viabilité et la pertinence de D'abord solidaires en dehors des périodes électorales, Mme Guay répond : « *Oui, le réseau demeure plus pertinent que jamais considérant la conjoncture actuelle. Avant les dernières élections, la droite, c'était surtout des idées [...]. Aujourd'hui nous sommes passés à des politiques de droite en chair et en os ! La société québécoise commence à peine à expérimenter ce que signifie la "réinvention" du Québec proposée par les libéraux.* » Elle insiste aussi sur l'importance du décloisonnement, afin de regrouper les luttes sectorielles au sein d'un mouvement inclusif.

### La voie libertaire

De leur côté, Marcel Sévigny et Anna Kruzynski, qui militent dans différentes organisations communautaires de quartiers à Montréal, prônent l'auto-organisation des citoyens : « *Nous voulons sortir des sentiers battus. De moins en moins de gens croient en la politique traditionnelle. Nous pensons qu'il y a d'autres façons d'amener des changements au sein de l'État* », explique Marcel Sévigny.

À la base de cette vision, un réseau de collectifs autogérés, pour réhabiliter le sens du mot « politique » et favoriser une implication directe des citoyens dans leur milieu. Selon M. Sévigny, il existe déjà au Québec une centaine de collectifs qui agissent à différents niveaux : la clinique communautaire de Pointe St-Charles, où les citoyens gèrent depuis 35 ans le service public de santé de leur quartier, en est un exemple. Ce modèle « *de gestion et de contrôle citoyen décentralisé pourrait être facilement implanté à l'échelle du Québec et les organismes locaux ainsi formés, être reliés sous forme de fédération* », prônent les défenseurs de l'autogestion.

Peu importe leurs divergences d'opinion, les représentants de ces différentes avenues s'entendent pour dire que leurs démarches restent complémentaires et non exclusives. Ce sera donc aux membres de D'abord solidaires à décider dans quelle voie ils souhaitent poursuivre leur engagement pour un Québec solidaire.

### Daphnée Dion-Viens

Pour plus d'information, consultez le site Internet de D'abord solidaires : [www.dabordsolidaires.org](http://www.dabordsolidaires.org)

## Le sida, à notre porte

À l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre, il sera beaucoup question de cette épidémie qui fait des ravages, particulièrement sur le continent africain. Mais la maladie progresse aussi chez nous. Si l'avènement de la trithérapie en 1996 a permis de réduire considérablement le nombre de décès en Occident, on observe néanmoins, depuis quelques années, une recrudescence des nouveaux cas de VIH.



Denis, un des résidents de la Maison Dehon, en compagnie de Claude Bédard, directeur général.

Au Québec, « le sida n'est plus une maladie médiatique comme elle l'a déjà été, alors que quantité de jeunes hommes mouraient. Maintenant qu'il y a des traitements efficaces, on a l'impression que le problème est réglé. Mais c'est faux ! », s'insurge le Dr Réjean Thomas, fondateur de la clinique médicale, L'Actuel.

On assiste depuis quelques années à une diminution des comportements sexuels sécuritaires. Conséquence : une épidémie de MTS observable dans toutes les grandes métropoles occidentales qui touche tous les milieux. Selon Réjean Thomas, le VIH ne fera pas exception chez les clientèles à risque (la communauté gaie et les toxicomanes).

« J'ai l'impression qu'il y a une génération à qui on a très peu parlé du sida, à l'école, à la maison ou dans les médias. J'ai annoncé dernièrement à de jeunes homosexuels de 18-19 ans qu'ils étaient atteints du VIH. Ils ne possédaient aucune connaissance à ce sujet, sinon l'information générale, et ignoraient quels étaient les impacts de la maladie et ce qu'était la trithérapie », raconte le médecin.

### De lourds préjugés

Malgré l'accès à des traitements et ce qui semble être une plus grande ouverture des mentalités, la majorité des sidéens restent exclus. « Le sida apparaît encore aux yeux de bien des gens comme une maladie honteuse », note Claude Bédard, directeur général de la Maison Dehon, un établissement reconnu offrant des soins palliatifs aux gens atteints du sida.

Ainsi, si les médicaments interviennent sur la physiologie des malades, la Maison Dehon, elle, veille à leur redonner leur dignité. « Nous sommes des "instruments de tendresse". Nous accueillons des individus qui, en plus d'être rejetés de leur famille parce qu'ils ont intégré des milieux marginaux, sont récusés à cause de la maladie », poursuit M. Bédard. Cette approche a non seulement permis de réhabiliter des délinquants, mais aussi de prolonger la vie de patients en phase terminale alors que la trithérapie n'existait pas encore. Malgré un tel succès, la Maison Dehon s'est vue retirer la totalité de ses subventions par le gouvernement provincial, il y a quelques années. Elle continue d'opérer, mais difficilement, grâce à différentes campagnes de financement.

Dans ce climat d'indifférence générale, comment lutter efficacement contre le sida ? « En organisant des campagnes soutenues, répond Réjean Thomas. Le Brésil mène deux ou trois campagnes par année. À chaque fois, on y traite de thèmes différents, on renouvelle l'information, ce n'est jamais plate. Il ne s'agit pourtant pas d'un pays riche, mais on a réussi à y diminuer la prévalence du VIH. Ici, on met de l'avant de tels efforts pour la lutte au tabagisme. Pourquoi pas aussi pour le sida ? »

Annie Richer, collaboration spéciale

Tu cherches la marge?

Nous aussi!

CISM  
89,3 FM

[www.cismfm.qc.ca](http://www.cismfm.qc.ca)

la marge

89.1  
ckrl

la radio des découvertes

Émission de radio Alternatives à Québec

Tous les jeudis à 18 h

Alternatives pour un monde différent

## Livres

ROMAN  
La Cité de Dieu

De l'auteur brésilien, Paolo Lins

La Cité de Dieu est une favela en banlieue de Rio de Janeiro, érigée dans les années 60 pour accueillir le trop plein des habitants des quartiers environnants. La survie y est chaque jour à réinventer. Le quotidien est un défilé d'abus policiers, de petits crimes, d'extorsions diverses, de meurtres, de trafic de drogue et de pauvreté.

C'est cet univers qui constitue la toile de fond du roman de Paolo Lins. S'y côtoient des centaines de personnages rarement abordés en profondeur, comme s'ils étaient interchangeables dans ce monde où la violence est la seule à donner un sens à la vie. Comme si leurs actions seules leur donnaient un relief et une identité.

Dans ce cortège de personnages écorchés par l'existence, où chacun ambitionne de tirer profit de l'autre pour améliorer son propre sort, un jeune homme rêve de devenir photographe. C'est à travers son regard que nous découvrons ce monde dur où le rêve n'est plus permis, si ce n'est celui du prochain crime.

L'auteur a enquêté sur le crime organisé dans les favelas de Rio pendant huit ans avant d'apporter la touche finale à son roman, publié en 1997. Porté à l'écran par le cinéaste brésilien Fernando Meirelles en 2002, La Cité de Dieu présente un véritable témoignage de la montée du crime organisé depuis les années 60, à l'intérieur des « cités interdites », au Brésil. Il aura fallu attendre 2003 pour la première traduction française.

LA CITÉ DE DIEU, Paolo Lins, traduit du portugais (Brésil) par Henri Raillard, Paris, Éditions Gallimard, collection « Du Monde Entier », 2003 (1997 pour l'édition originale), 413 pages.

Alexandra Gilbert

## BEAUX LIVRES

## Le petit livre rouge d'un photographe chinois

Du photographe chinois, Li Zhensheng

## Che Guevara

Des auteurs cubains, Hilda Barrio et Gareth Jenkins

En cette période de fin d'année, où Noël, les vacances et les cadeaux approchent, pourquoi ne pas offrir — ou s'offrir — de beaux livres qui nous font revivre, en images, des périodes plus ou moins glorieuses, c'est selon, de nos rêves de justice et d'égalité de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle.

Nostalgiques de l'époque révolutionnaire, cœurs militants toujours romantiques, vous apprécierez sûrement les deux ouvrages parus cet automne qui retracent la Révolution culturelle en Chine et la vie du révolutionnaire Che Guevara, devenu icône et idole.

Le petit livre rouge d'un photographe chinois dévoile les archives du photographe Li Zhensheng, qu'il a caché secrètement pendant 40 ans, au péril de sa vie. Des photos prises entre 1966 et 1976 qui nous montre la Révolution culturelle sous ses aspects les plus terribles, les plus cruels : répression, humiliation, condamnations, lynchages sur la place publique. Un beau et troublant reportage historique, accompagné de textes révélateurs et personnels. Une histoire triste, gênante même, notamment pour ceux et celles qui y ont candidement cru. Un document d'archives essentiel, pour la mémoire.

Le deuxième ouvrage, Che Guevara, nous présente ni plus ni moins que l'album de famille, personnel et public, d'Ernesto Che Guevara depuis sa plus tendre enfance à Buenos Aires jusqu'aux lendemains de sa mort. Le but du livre n'est certes pas de porter un quelconque regard critique sur celui qui, jusqu'à ce jour encore, s'apparente à un Dieu pour plusieurs. Mais il a le mérite de retracer joliment la vie d'un personnage mythique, encore inégalé. Le tout enrichi de témoignages du Che et de ses proches.

LE PETIT LIVRE ROUGE D'UN PHOTOGRAPHE CHINOIS, Li Zhensheng, édité par Robert Pledge, Paris, Éditions Phaidon, 2003, 315 pages.

CHE GUEVARA, Hilda Barrio et Gareth Jenkins, Paris, Éditions Autrement, 2003, 431 pages.

France-Isabelle Langlois

## Cinéma

DOCUMENTAIRE  
Les Messagers

De la cinéaste canadienne Helen Doyle

Ils sont compositeur, plasticien, cinéaste, violoncelliste, metteur en scène et journaliste. Leur travail les mène de Sarajevo à Kigali, en passant par Soweto et Grozny.

Des voix différentes, un même message : nous ne sommes pas impuissants devant la barbarie de notre époque. Ces artistes engagés en sont la preuve. En s'impliquant socialement, ils ont réussi à « mettre des bulles dans l'aquarium » ou, autrement dit, à insuffler un peu d'espoir et de dignité dans des coins du monde ravagés par la guerre, la douleur et l'exclusion.

Leurs histoires qui se juxtaposent nous sont présentées dans un documentaire de la réalisatrice canadienne, Helen Doyle. Véritable tour du monde, en compagnie de ces artistes qui refusent de rester indifférents devant les grands conflits, ce film nous fait partager leurs réflexions, d'une simplicité et d'un naturel désarmants. La création de grandes œuvres et de petits bonheurs inspire. Une leçon d'humanité, sans ton moralisateur, et une invitation à l'action pacifiste, ici ou ailleurs.

Le documentaire Les Messagers est à l'affiche au cinéma Ex-Centris à Montréal jusqu'au 4 décembre. Il sera aussi diffusé à Télé-Québec les 11, 13 et 16 décembre prochains.

Emmanuelle Beaulieu, collaboration spéciale

Toute l'équipe du journal Alternatives vous souhaite de passer un très joyeux temps des fêtes !

De retour le 28 janvier 2004



## La révolution, cette histoire d'amour

Étourdissements, le dernier roman de l'architecte paysagiste Jean-Pierre Le Dantec, nous fait revivre une fois de plus le romantisme révolutionnaire des années 60. Le tout se terminant par une longue gueule de bois dans un patelin du Québec où homards et danseuses logent à la même enseigne.

Pourquoi un livre sur les « glorieuses » années 60 ? « Parce que je les ai vécues de façon assez intense, répond l'auteur, de passage à Montréal dans le cadre du Salon du livre. J'avais envie depuis plusieurs années d'écrire sur cette période, et je commençais à avoir la distance suffisante. Comme mon meilleur ami, Olivier Rolin. Tous deux, chacun de notre côté, on a commencé, puis arrêté, puis repris. Sans se le dire. Il a terminé avant moi. »

Étourdissements est un peu plus romantique, moins cynique ou désabusé que *Tigre en papier*, le roman d'Olivier Rolin, récipiendaire du prix France Culture (voir Alternatives, décembre 2002). Un peu plus joyeux. Un roman d'amour « qui se termine bien, comme dans les films », souligne Jean-Pierre Le Dantec, qui, aujourd'hui, enseigne à l'École d'architecture de Paris La Villette.

Même constat que pour son compère Rolin : les années 60 sont une époque révolue, loin derrière, et rien ne sera plus comme avant. « J'espère que les jeunes d'aujourd'hui puissent vivre la même chose. Mais je me demande parfois si l'état du monde le permet. L'époque est moins exaltante, le monde est moins ouvert. »

## Les années 60

Arrivé à Paris au début des années 60 pour étudier, le jeune Le Dantec se met à fréquenter les milieux intellectuel, culturel et militant, comme ses personnages de la *Daidsbund* : « Des gens plus vieux que moi, comme André Breton par exemple. J'avais 20 ans, c'était très excitant. » Il devient ensuite un des leaders de Mai 68, dans la même organisation maoïste qu'Olivier Rolin. Alors que ce dernier est un peu le « leader militaire », Jean-Pierre Le Dantec s'occupe du journal qui s'intitule *La cause du peuple*. Arrêté, il fera neuf mois de prison, et c'est nul autre que Jean-Paul Sartre qui le remplacera. « Lui, on savait qu'ils n'oseraient pas l'arrêter. »

« On était devenu un groupe très hégémonique dans les faits, les grands intellectuels s'étaient rapprochés de nous. Puis on s'est rendu compte qu'on allait

droit dans un mur et avant de faire des bêtises, on a dissout l'organisation en 1972 ou 1973. Ça n'a pas été facile, certains voulaient continuer. Les années 70 ont plutôt été une gueule de bois. Plusieurs ont pris leur distance. »

PHOTO : © DIDIER GAILLARD



Dans le roman, la gueule de bois, c'est au Québec qu'elle se vit. Ça aurait pu être n'importe où, mais ailleurs qu'en France. Il devait y avoir dépaysement, exotisme. Si le romancier a d'abord pensé au Sénégal, il a vite opté pour le Québec, parce qu'il avait le matériau sous la main, des photos prises lors d'un séjour dans la belle province.

« J'avais été invité pour l'Année de la France au Québec. Et en tant qu'architecte paysagiste, je devais visiter les Jardins de Métis. De là, j'ai loué une voiture et j'ai passé une semaine de plus à me balader en Gaspésie. » Il existe vraiment un hôtel, à Sainte-Flavie, qui propose à la fois Homards et Danseuses sur sa devanture. À preuve, Le Dantec l'a immortalisé sur pellicule.

Et c'est dans ce décor que Line, la seule fille de la bande, viendra retrouver David, le mentor de leur ancien groupe révolutionnaire. Fini le temps de la jeunesse, de la révolution et de la gauche prolétarienne. Fini le temps des étourdissements. C'est un peu « l'hiver de force ». Puis, une fin comme dans un film, où toute la bande se rassemble autour des cendres du leader disparu, et les amours de jeunesse se retrouvent et se renouent sans doute.

## Aujourd'hui, le FSE

Nostalgie, regrets ? « J'estime que d'une certaine façon, ma génération a fait sa part. Et j'estime aussi que c'est à la nouvelle génération de continuer », répond l'auteur qui croit qu'il y a quelque rapprochement à faire avec la jeunesse altermondialiste réunie à Paris du 12 au 16 novembre pour le Forum social européen (FSE). « Même insatisfaction de l'état du monde, et même goût des autres. Mais dans les années 60, on pensait possible un renversement complet du monde. Il est évident que les jeunes [d'aujourd'hui] ne peuvent avoir pareille vision révolutionnaire. »

Si pour Le Dantec, dans son ensemble, le mouvement altermondialiste, c'est plutôt bien, il préfère néanmoins garder ses distances : « Il faut des contre-pouvoirs, et c'est aujourd'hui l'un des plus importants, il est une nécessité. Mais je ne m'engagerai jamais personnellement, je n'arrive plus à être suffisamment naïf. »

Le romancier a rattaché ses patins de militant, mais demeure sympathique à la cause. Et, en définitive, tout en reprochant aux jeunes altermondialistes, comme aux moins jeunes d'ailleurs, une vision parfois un peu trop manichéenne du monde, il aura facilité la tenue de certains ateliers du FSE au sein de son école. Des ateliers organisés par une association affiliée à celle-ci, Architecture et développement, mise sur pied par un collègue et ancien camarade de militance, qui lui, y croit toujours.

France-Isabelle Langlois

## Littérature et médias : un mariage contre nature ?

Il a suffi que Louise Gendron, nouvelle directrice des programmes à Télé-Québec, exprime le désir de mettre à l'antenne un magazine littéraire l'automne prochain pour que le sempiternel débat soit relancé : littérature et médias de masse peuvent-ils vraiment faire bon ménage ? Et si oui, dans quelle formule ?

À la faveur de la disparition de quatre des cinq émissions de télé et de radio consacrées à la littérature ces dernières années, on a beaucoup parlé de la place dévolue à la littérature dans les médias, en particulier sur les chaînes publiques. On n'a cependant peut-être pas assez parlé de l'importance de la culture en général dans nos vies, cette place et cette importance qui n'ont cessé d'être réévaluées à la baisse.

Chose sûre, les raisons invoquées par les patrons des réseaux publics pour justifier leur désintérêt à l'égard de la « chose littéraire » ont de quoi décourager les idéalistes qui les imaginaient affranchis de la dictature de l'audimat. Avalisés récemment dans les pages de *La Presse*, entre autres par la reine du « télé-mélo » elle-même, Fabienne Larouche, ces motifs ont des allures de décrets de la cour : pas assez grand public, la littérature, nous a-t-on appris, pas assez spectaculaire. En somme, la télé apparaît plus que jamais comme le royaume de l'incessant bavardage public, du racolage et de l'entertainment, fussent-ils aussi débilissants que ces *reality shows* ou ces feuilletons ennuyants comme la pluie.

Nonobstant les reproches, souvent justifiés, que l'on a exprimés quant à la formule des divers magazines télévisuels traitant du livre ces dernières années, leur disparition de l'agora, tout comme la diminution de l'espace consacré à la critique dans les cahiers littéraires des journaux, s'ins-

crit dans la foulée d'un mouvement anti-intellectuel plus ou moins généralisé en Occident néolibéral : à savoir, le bâillonnement graduel des dissidents susceptibles de proposer une autre lecture du monde.

À quoi sert la littérature ? nous demande-t-on, en exigeant du même souffle des preuves concrètes de sa rentabilité. Comme d'autres, je frémis quand on tente d'assujettir la culture à cette logique marchande. Comme d'autres, je reconnais comme finalité de la littérature le rapport paradoxal, à la fois antagonique et réconciliateur, qu'elle entretient avec le réel dont elle est l'émanation, l'idéalisation et la critique.

Compte tenu du climat économique, culturel et social du Québec actuel, je comprends que littéraires et bibliophiles puissent éprouver du pessimisme quant à l'avenir de leur art dans un monde de plus en plus livré aux hégémoniques lois du marché.

A-t-on peur du livre ? Forcément. La littérature n'est pas un objet sécuritaire ou sécurisant, ce n'est pas sa fonction. C'est sans doute pour cela que le pouvoir établi, celui qui téléguide nos choix de société et esquisse les orientations culturelles de nos médias, le redoute tant.

L'auteur est écrivain et animateur à l'antenne de la Chaîne culturelle de Radio-Canada.



Stanley Péan

## Abonnez-vous au journal Alternatives !

UN MENSUEL INDÉPENDANT DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES À TRAVERS LA PROVINCE.



En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon accompagné de votre chèque à :  
Journal Alternatives  
3720, avenue du Parc  
Bureau 300  
Montréal (Qc) H2X 2J1

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

alternatives  
LE JOURNAL

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Décembre 2003